

Pour stopper la régression européenne, il y a urgence

Sortir de l'UE, de l'Euro,

de l'OTAN et de l'Alliance Atlantique

Sortir de la dictature du capitalisme

L'Union Européenne : une construction impérialiste faite par et pour le capital

Notre peuple connaît les dégâts causés par l'Union Européenne : à plus de 60%, il exprime un rejet profond, un sentiment de défiance et de colère à l'égard de cette « Europe » et de son Euro, confirmant le vote populaire contre le traité constitutionnel de 2005.

Depuis plus d'un demi-siècle, l'UE supranationale est une machine de guerre contre les salaires et les droits des salariés ; elle aggrave la course au profit capitaliste et à l'exploitation par la suppression des barrières douanières en faveur du libre marché, la destruction des services publics, dans le contexte mondial de la multiplication des guerres, de la destruction d'Etats souverains, de nouvelles courses aux armements technologiques, des dominations transnationales sur les enjeux vitaux de la santé, de l'alimentation, de l'environnement, qui marquent la vie des travailleurs sur toute la planète.

L'Euro est son arme pour imposer que la seule variable d'ajustement soit le coût du travail, infliger l'austérité et la déréglementation sociale (salaires, retraites, droits sociaux...). On ne peut agir contre l'austérité et rester dans l'Euro. Il faut donc en sortir, mais par la porte de gauche, refusant tout repli nationaliste, toute aggravation de la guerre de tous contre tous, en inventant de nouvelles coopérations entre les peuples, débarrassées de la domination des marchés, des multinationales.

Cette Union Européenne "prison des peuples" n'est pas réformable

Un grand débat populaire est nécessaire pour ouvrir une alternative progressiste

- Sortir unilatéralement de l'UE, dénoncer tous les traités européens imposés contre le peuple.
- Sortir de l'Euro, monnaie unique, carcan pour des économies nationales diversifiées.
- Refuser la recentralisation des métropoles et super-régions, qui s'attaquent au socle démocratique des communes et des départements dans la république, au profit d'une Europe fédérale des länder, éloignant les citoyens de la démocratie locale.
- Refuser tout accord commercial transatlantique, qui approfondit la casse de l'Etat-Nation sous la loi des marchés, qui remet en cause même la démocratie, en décidant sans consulter les parlements nationaux, et même contre l'avis des peuples.

Nous affirmons l'urgence d'un processus de réappropriation de la souveraineté nationale

L'histoire nous confirme que la Nation est le cadre permettant la souveraineté pour le peuple :

- La nation française doit retrouver son indépendance monétaire, fiscale, douanière pour reconquérir la maîtrise de ses richesses par l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange dans des formes diversifiées.
- Elle doit établir de nouveaux rapports de coopérations et d'échanges, dans la libre administration des hommes sur leurs ressources et le respect absolu de la non-ingérence.
- Elle doit sortir de l'Otan et de l'Alliance atlantique. Nous refusons d'être un des « bras-armés » des États-Unis pour le nouveau (re)-partage du monde.

Il y a urgence à ouvrir une réponse populaire au nationalisme, à la fascisation

Marine Le Pen joue de sa place médiatique pour faire croire à une extrême-droite démocratique et sociale. Mais elle est la face polie d'un courant politique de fascisation qui marque tous les pays européens, des identitaires en France, jusqu'aux Nazis de l'Aube Dorée en Grèce. L'extrême droite a toujours été l'arme du capitalisme pour poursuivre la guerre économique derrière l'affrontement des nationalismes. Les travailleurs ont tout à y perdre, alors que l'urgence est de renforcer leurs luttes, au plan national comme international, contre la mondialisation capitaliste. Elle propose une fausse sortie de l'UE par la porte de droite, celle des régressions sociales, des violences, de la concurrence !

L'enjeu des convergences des luttes pour le travail, seul créateur de valeur

C'est la classe ouvrière, les salariés des entreprises en lutte qui ont relancé l'enjeu des nationalisations et de l'appropriation sociale comme condition du développement industriel et de la recherche, de la relocalisation des productions, du maintien des droits sociaux. C'est dans des luttes longues et dures (Fralib, Sanofi, Psa, Goodyear, Florange, Pilpa, Veninov, Kem One, Gardanne, Ford, M'Real, Doux, Fraisnor, Renault...) que les salariés cherchent des leviers d'interventions à leur portée, et font émerger leurs objectifs politiques, non seulement pour leurs salaires et leurs besoins vitaux, mais pour affirmer le rôle essentiel

du travail pour faire reculer la capacité du capital à spéculer et diriger la société.

L'Union Européenne de la concurrence « libre et non faussée », est renforcée par Hollande, l'UMP et toutes les forces politiques gouvernementales (de gauche, de droite et écologistes), comme en Grèce, au Portugal, en Espagne ou en Italie. Elle est un obstacle au progrès social.

La CES, le PGE, les directions des confédérations syndicales Françaises, du PCF, les partis socialistes d'Europe prétendent qu'une « autre Europe », « sociale » est possible dans le cadre des lois du marché. Mais le capitalisme n'a plus de « grain à moudre » pour des compromis sociaux. Tous oublient que les aménagements à sa marge sont impossibles. L'accompagnement de sa crise ne corrige plus ses excès, et ne peut encore moins engager un début de rupture pour une autre société.

Leurs contre-réformes (retraites, droit du travail...) de Juppé à Hollande, obéissent aux mêmes objectifs préconisés par l'U.E. et appellent à une confrontation sociale « tous ensemble » urgente.

Face à la réalité de la nocivité de cette Europe supranationale, nous sommes sans illusion. Communistes, nous analysons le caractère mondialisé du capitalisme, sa course vers le marché mondial, sa

concurrence permanente qui utilise les Etats et leur ancrage dans le cadre national pour une guerre de classe qui le rend incapable de répondre aux exigences légitimes des peuples.

Arrêtons les dégâts ! Brisons le carcan de l'Union Européenne, de la mondialisation capitaliste. En France, cassons un premier maillon de la chaîne !

Syndicalistes, militants politiques, organisés ou non, mais convaincus de la nécessité d'une sortie de l'UE pour pouvoir s'engager dans une politique nationale souveraine en faveur des travailleurs et du peuple, nous avons décidé de nous exprimer collectivement en direction des salariés afin de mener avec eux un vaste débat. Nous vous appelons à soutenir l'Appel des Assises du communisme.

- **Dénonciation des traités européens de Rome, Maastricht et Lisbonne,**
- **Retour à la monnaie nationale, renationalisation de la Banque de France permettant d'assurer l'indépendance monétaire, économique et douanière,**
- **Sortie de l'OTAN et de l'Alliance Atlantique,**
- **Arrêt des aventures militaires françaises en Afrique et au Moyen-Orient.**

Cet appel a été initié par les participants aux **Assises du communisme de Juin 2013 tenu à Gémenos dans l'usine FRALIB** avec Rouge Vif 13, Faire Vivre et Renforcer le PCF, le Pôle de Renaissance Communiste en France, le Rassemblement des Cercles Communistes, Rouge Vifs Ile de France, Action Communiste de Normandie, la Gauche Communiste, le collectif communiste pobox, des jeunes communistes, des communistes des sections PCF de Béziers, Marseille, Aubagne, Vénissieux, Arcachon, La Courmeuve, Lyon, Paris XX...

Les 75 premiers signataires de 36 départements. Cet appel est ouvert à la signature sur les sites des groupes initiateurs

01: Guy JACQUIN, PCF (FVR), **06:** Alex FALCE, PRCF, Jean-Pierre MEYER, PCF (FVR), **13:** Chantal BONNAURE, Rouge Vifs Marseille, Charles HOAREAU, Rouge Vifs Marseille, Gérard CAZORLA, syndicaliste FRALIB, Luc WAJS PRCF, Olivier LEBERQUIER, syndicaliste FRALIB, Serge PINNA, président de rouges vifs 13, **17:** Jean-Louis ROLLAND, PCF (FVR), **19:** Pierre PRANCHERE, PRCF, **22:** Loïc HAVET, ouvrier de Saint-Brieuc, Suzanne LESTURGEON, PRCF, **26:** Robert BRUN, Syndicaliste du bâtiment, retraité, PCF (FVR), **27:** Emilien ESTUR, étudiant, PCF (FVR), **32:** Gabriel CASADESUS, PRCF, **33:** Alain CHANCOGNE, animateur du blog, assisessducommunisme.forumactif.org, Bernard TRANNOY, PCF (FVR), Danielle TRANNOY, PCF (FVR), Jacques CHARRAZAC, PCF, Jacques Lesbats, PCF, Pascal CHAUVET, PCF, **34:** Abdel Bouazzi, PRCF, Paul BARBAZANGE, retraité de l'éducation nationale, PCF (FVR), **37:** Jean POIRIER, PRCF, **38:** Antoine MANESSIS, PRCF, Bernard GERBIER, Économiste communiste, professeur d'université, Floriane BENOIT, PCF (FVR), Jean-Louis PERROT, PRCF, Willy PEPELNJAK, PCF (FVR), **45:** Fabrice SELINGAN, PCF (FVR), **49:** André RIERA, PRCF, **57:** François VECHART, syndicaliste Enseignement Privé, PRCF, **59:** Fodé Roland DIAGNE, Cercle Henri Barbusse / RCC, Michel DECOURCELLES, Coordination Communiste 59-62 / RCC, Saïd BOUAMAMA, Cercle Henri Barbusse / RCC, Vincent FLAMENT, PRCF, William ROGER, Coordination Communiste 59-62 / RCC, **62:** Georges GASTAUD, PRCF, Jean-Claude SOULIER, conseiller du salarié CGT, président ARAC, Jean-François DEJOURS, syndicaliste enseignement, **64:** Joël YAN, PCF, **66:** Claude-Émile TOURNE, PRCF, **67:** Ernest FAUCON, PRCF, Dominique HAQUETTEN, Cercle Communiste d'Alsace / RCC, **69:** Bernard COLOVRAY, PRCF, Gilbert REMOND, retraité de l'éducation spécialisée, PCF (FVR), Marie-christine BURRICAND, conseillère générale, PCF (FVR), Marie-christine EIGELDINGER, syndicaliste, PCF (FVR), Pascal BRULA, ingénieur environnement, PCF (FVR), Philippe BAOT, responsable syndicat de chômeurs, Pierre-Alain MILLET, élu communiste, PCF (FVR), Roland LEBOUHART, ouvrier groupe RIO TINTO, PCF (FVR), Serge TRUSCELLO, militant BOSCH, PCF (FVR), **72:** Georges CABARET, PRCF, **75:** Gilles PRIN, syndicaliste éducateur, Gilles QUESTIAUX, enseignant, animateur du site reveil communiste, PCF (FVR), Jean-Michel PASCAL, PRCF, Olivier BOUCHARD, bibliothécaire, Pasquale NOIZET, cinéaste, PCF (FVR), **76:** Gérard PAIMPARE, retraité SNCF, militant syndical, Hervé BASIRE, enseignant, Pascal MOREL, militant syndical Renault Cléon, Yvette GENESTAL, représentante d'Action Communiste, **78:** Michelle MALLET, PRCF, Gudrun STELMASZEWSLI, Cercle Communiste de Région Parisienne / RCC **80:** Jean-Pierre HEMMEN, PRCF, **81:** Jo HERNANDEZ, PRCF, **84:** Nathalie MEYER, PRCF, **89:** Jany SANFELIEU, PRCF, **92:** Gilbert RODRIGUEZ, syndicaliste, Léon LANDINI, PRCF, **93:** Caroline ANDREANI, Gauche communiste, PCF (FVR), Jean BONNET, PRCF, Jean CALVARY, ROUGES VIFS ILE DE FRANCE, Jean-Jacques KARMAN, conseiller général, gauche communiste, PCF (FVR), **94:** M. PAIRE, ouvrier, Bernard PARQUET, PRCF, Jean-Claude DELAUNAY, enseignant, économiste, PCF, Laurent SANTOIRE, PCF (FVR), Pierre MARTIN, enseignant, PCF, **95:** Olivier RUBENS, PRCF, **Bretagne,** Gwenaël BIDAULT, syndicaliste Sécurité sociale, **Midi-Pyrénées,** Benoît FOUCAMBERT, syndicaliste enseignement

NOM:	Adresse :	Commentaires (métier, responsabilité, organisation...)
Prénom:	Code Postal	
Courriel:	Ville :	<i>Remettre à un militant signataire...</i>